

RENCONTRE REGIONALE GRENOBLE, 24-27 avril 2002
VILLES ET MONTAGNE :
POUR UN PARTAGE ÉQUITABLE ET
UNE GESTION CONCERTÉE DE LA RESSOURCE EN EAU

Rencontre régionale qui a réuni 80 participants pour une rencontre entre villes Andines et villes Alpines, organisée par la ville de Grenoble et l'APMM.

Cette rencontre a permis à des représentants des populations andines et alpines de confronter leurs expériences et de bénéficier des échanges sur la question de la gestion de l'eau en territoire de montagne. Cinq villes andines : CUSCO (Pérou 300 000 habitants), COCHABAMBA (Bolivie 750 000 habitants), CUENCA (Equateur 350 000 habitants), QUITO (Equateur- 1 000 000 hab.) et SANTANDER (Colombie) ainsi que plusieurs villes alpines : dont GRENOBLE (France 400 000 hab.) qui a été le chef de file, TRENTO en Italie, GAP (France), Seyne Les Alpes une petite commune des Alpes du Sud, ont participé à cette manifestation.

Cette rencontre a eu pour premier objet d'explorer la question de la répartition de la ressource entre les villes de montagne ou de piedmont et les communes ou communautés de montagne, de sa gestion, de la réalisation et de la modernisation des réseaux et de leur financement. Elle a mis en présence les élus et les gestionnaires des villes Andines et des villes Alpines, des représentants des territoires de montagne ainsi que des membres des administrations, sociétés de service, ONG, chercheurs, juristes tous concernés par la gestion de l'eau, ce qui a permis notamment de comparer des systèmes : les uns où l'Etat est quasi absent et les autres où il garde un pouvoir de régulation important. Dans ce double contexte, il a été intéressant de comparer les modes de gestion, municipaux, mixtes ou privés.

Après présentation des contextes et des problématiques andines et alpines en général et de la situation particulière de chaque ville, les points suivants ont été plus particulièrement abordés dans le cadre de trois ateliers :

Atelier N° 1 La gestion urbaine de l'eau : Comment améliorer la gestion de l'eau dans la ville, la satisfaction des besoins urbains en augmentation du fait des migrations des populations, la mise en place et l'entretien des réseaux.

Atelier N° 2 Les conflits d'usage sur l'eau : Comment assurer un partage équitable entre populations urbaines et territoires d'influence : usages agricoles et ruraux, territoires d'altitude origine de la ressource.

Atelier N° 3 La maîtrise de la gestion de l'eau : Dans un contexte de libéralisation et de décentralisation des politiques de gestion de l'eau, comment maintenir le contrôle des populations sur l'utilisation de la ressource ? (gestion publique, gestion privée, financement, accès aux crédits, etc.)

- Éléments de synthèse

Les formes de gestion de l'eau sont nombreuses, elles vont de la maîtrise totale par la municipalité, à des formes de gestion totale par le secteur privé.

Ainsi les collectivités publiques sont impliquées différemment selon les formes juridiques retenues, il ne faut pas « diaboliser » la privatisation qui peut apporter des capitaux et des compétences, par contre il faut toujours anticiper les ruptures de contrat ou tout simplement le cahier des charges afin de contrôler tous les aspects qui pourraient nuire à la communauté à moyen et long terme.

Il est apparu indispensable que les collectivités se donnent les moyens d'exercer une fonction de contrôle et d'expertise pour préserver sur le long terme le patrimoine commun et les intérêts des abonnés et ceux de la collectivité..

Les municipalités andines sont apparues plus réactives que les municipalités françaises à la privatisation elles souhaitent conserver le contrôle sur la gestion de leurs eaux. (services et ressource) La privatisation est ressentie comme une dépossession d'un des biens les plus précieux : l'eau au profit d'une logique de marché.

Les intérêts culturels et économiques non compris des populations andines sont susceptible de conduire à de véritables guerres de l'eau. De plus La maîtrise de l'eau est un moyen concret pour les collectivités de faire fonctionner la démocratie.

Dans l'actuel contexte de libéralisation, il est important de pouvoir mesurer l'efficacité des systèmes en place privés et publics et de montrer à partir d'exemples, la variété des solutions possibles basées sur l'implication des populations, les effets économiques et environnementaux à long terme et d'en promouvoir leurs résultats

La mobilisation de la population permet de réaffirmer que les services d'eau et tous les services élémentaires doivent être gérés dans l'intérêt des citoyens sans corruption, ni manque de transparence. De nombreuses villes démontrent que la gestion de l'eau municipale par le secteur public peut s'avérer très satisfaisante: Cochabamba, Grenoble, Montréal, Cuenca, Cuzco, Seyne les Alpes etc....

En conclusion il apparaît de l'échange d'expériences entre les pays andins et alpins que les problèmes rencontrés : politiques, techniques ou commerciaux sont, finalement assez comparables, même si les enjeux sont d'une autre nature voire existentiels dans les Andes.

Les similitudes résident dans les points que l'on peut qualifier de "sensibles" dans un contrat car ils comportent des enjeux économiques importants. Elles résident aussi dans les niveaux de solidarité et d'arbitrage que les décideurs doivent faire intervenir entre structures internationales et locales ou, entre usagers de l'eau et contribuables, ou entre populations urbaines et rurales. On les retrouve également dans les conflits d'usage sur un périmètre protégé exposé tantôt à l'agriculture et l'usage de produits polluants, tantôt à l'urbanisation et à la pression des promoteurs avec la nécessité de traiter les eaux usées.

Dans tous les cas, les modes de raisonnement pour préserver l'intérêt général et privilégier le développement durable et social ainsi que l'accès pour tous à cette ressource, s'apparentent étonnamment malgré l'éloignement géographique et culturel. Le caractère universel et vital de l'eau est un trait d'union pour développer une coopération active entre praticiens qui souhaitent que cette ressource indispensable et si précieuse soit "utilisée et consommée avec modération et intelligence". (Tcheng)

Huit propositions soumises par Larbi Bouguerra de la Fondation Pour le Progrès de l'homme ont été soumises à l'assemblée et adoptées comme contribution de travail pour Quito

1- - principe de la gouvernance de cet élément vital : la gestion juste et équitable donc éthique car l'eau est un bien commun de tous les êtres vivants.

Corollaire : Les gestionnaires doivent aussi être responsables et justiciables à tout moment ; de plus, à tout moment, leur délégation peut être retirée par les mandataires.

2- L'eau est un bien social. C'est un droit de tout être humain. L'égalité d'accès doit être une priorité de sa gestion globale. Toute gouvernance doit comporter un volet social car nul ne saurait être privé d'eau en raison de son incapacité à la payer.

- 3- La transparence et la participation effective et démocratique -et celle des femmes notamment- doivent marquer toute gestion de la ressource. *Tous les niveaux de gestion de l'eau sont nécessaires et interdépendants.*
- 4- Il faut respecter la pluralité dans la manière de gérer l'eau à travers le globe dans le respect des règles démocratiques et en toute transparence. Toutefois, la gestion de l'eau doit se faire en accord avec les principes du développement durable.
- 5- L'eau n'est pas une *marchandise*. L'accès à l'eau doit nécessairement faire appel au partenariat. La prise en charge financière de l'eau doit être faite au niveau de l'individu et au niveau de la communauté selon les principes de responsabilité et d'utilité et dans le respect absolu de l'éthique et des règles démocratiques. Le principe *pollueur payeur* doit s'appliquer universellement quant à la pollution de l'eau notamment par les industries et les matières agrochimiques (pesticides, engrais, régulateurs et hormones de croissance...)
- 6- Une bonne gouvernance de l'eau doit viser à faire de la ressource *l'affaire de tous*. Elle doit promouvoir un organisme international indépendant d'arbitrage, de prévention et de surveillance de la qualité et des réserves et pour l'application du principe pollueur payeur, sous contrôle démocratique transparent.
- 7- La bonne gouvernance de l'eau met la Science et la Technologie au service des besoins de gens et sous leur contrôle dans le respect des savoirs locaux qu'elle doit éventuellement réhabiliter, le cas échéant.
- 8- La gouvernance de l'eau doit appliquer la *subsidiarité active* dans la prise de décision à la base en donnant notamment la parole aux sans voix : femmes, paysans pauvres ou sans terre, indigènes marginalisés, habitants des bidonvilles ... La gouvernance doit promouvoir une *globalisation inversée* ayant pour fondement